



OMS-AFRIQUE

La 74^e session du Comité régional s'ouvre à Brazzaville

Brazzaville abrite du 26 au 30 août la 74^e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS-Afro) dont les travaux seront ouverts ce lundi par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en présence du directeur général de cette organisation, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Cette session annuelle, à laquelle prendront part les ministres de la Santé de 47 pays membres du continent, va examiner et approuver les politiques, les activités et les plans financiers régionaux destinés à améliorer l'état de santé et le bien-être des populations africaines. Prélude à ces assises, le ministre de la Santé, Gilbert Mokoki, et la directrice régionale de l'OMS, le Dr Matshidiso Moeti, ont coanimé samedi une conférence de presse sur les enjeux et les attentes de ce comité. [Page 9](#)



La directrice régionale et le ministre de la Santé et de la Population lors de la conférence de presse

ELIMINATOIRES CAN 2025

Vingt-six Diabes rouges sélectionnés contre le Soudan du Sud et l'Ouganda

Le sélectionneur des Diabes rouges seniors de Football, Isaac Ngata, a dévoilé vendredi au cours d'une conférence de presse la liste des joueurs convoqués pour les matches du 5 septembre contre le Soudan du Sud et le 9 septembre contre l'Ouganda, dans le cadre de la première et deuxième journée

des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025. Isaac Ngata a justifié le choix de rallier dans ce nouveau collectif la force de la jeunesse à l'expérience, mais la polyvalence des joueurs à chaque poste. « Aujourd'hui, le match du Maroc m'a édifié en me disant que la

charge émotionnelle a été trop grande pour nos joueurs pour tenir face à cette équipe. L'expérience nous a manqué (...). Nous avons deux matches en quatre jours, c'est épuisant. Il faut qu'on soit équilibré dans notre équipe », a-t-il déclaré lors de la conférence de presse. [Page 15](#)

ENTREPRENEURIAT

Plus de 98% de femmes n'ont pas accès aux crédits bancaires

En République du Congo, une grande majorité de femmes entrepreneures, soit 98,3%, n'ont pas accès aux crédits bancaires pour financer leurs unités économiques, d'après une étude réalisée par le Centre d'études et de recherche sur les analyses politiques et économiques. Réalisée entre août 2023 et août 2024 sur le thème « Les contraintes d'accès au financement bancaire et aux TIC, une analyse de l'entrepreneuriat féminin au Congo », l'étude révèle que cette situation influe sur l'envol de l'entrepreneuriat féminin au Congo. Selon Patricia Solange Makaya, un des initiateurs de l'étude, le manque d'accès aux crédits s'explique par plusieurs facteurs aussi bien internes qu'externes. [Page 5](#)

DROITS HUMAINS

Les chefs des juridictions appelés au respect des exigences judiciaires



Le ministre de la Justice entouré du premier président de la Cour suprême et du procureur général près ladite Cour

Le ministre de la Justice et des Droits humains, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a instruit samedi, au cours d'une séance de travail, les chefs des juridictions de l'ensemble du territoire à l'observation des exigences de la gouvernance judiciaire dans le traitement rapide et efficient des affaires et autres dossiers en suspens dans les tribunaux.

Cette instruction relève du constat selon lequel les cours et tribunaux ne respectent pas souvent les délais des jugements des personnes inculpées dans les crimes économiques et de sang. Une lenteur qui, selon le garde des sceaux, n'honore pas l'appareil judiciaire dans son mode de fonctionnement. [Page 2](#)

Éditorial
Dilemme

[Page 2](#)

VOIRIES URBAINES

Le désenclavement du quartier « Domaine » préoccupe la mairie de Brazzaville [Page 7](#)

ÉDITORIAL

Dilemme

Seront-ils tous de retour dans les facs et pour un long moment encore ? Cette question touche l'enseignement supérieur public où un mouvement de grève générale illimitée pourrait mettre à mal l'année académique en cours s'il est mis à exécution. Et si, à brève échéance, chez les vacataires et prestataires des universités, toutes obédiences syndicales confondues, les violons ne s'accordent pas à tous les niveaux.

Un bras de fer se dessine, en effet, au sein des syndicats des vacataires, alors même qu'entrés en pourparlers depuis un moment avec le ministère de l'Enseignement supérieur, l'un d'eux a déclaré son exaspération dans un communiqué signé par son président, le 17 août : « Le syndicat constate avec amertume le manque de volonté du gouvernement pour le paiement des heures de vacation et... décrète la grève, le lundi 19 août à 7 heures ».

Sitôt après l'annonce de cet avis de grève sur les réseaux sociaux, une réplique lancée par un autre syndicat en a vertement pris le contrepied. Non sans semer le doute et l'incompréhension parmi les enseignants concernés. A ce stade, il est utile de rappeler qu'à Marien-Ngouabi, ils sont, ces vacataires, le plus grand nombre d'hommes et de femmes qui apportent de façon assidue un peu de leur expertise à nos étudiants et ce depuis de nombreuses années.

Devant cette tension en perspective, les syndicats et le gouvernement seraient mieux inspirés de trouver des solutions qui conviennent pour ne pas gâcher les efforts communs consentis jusque-là au profit de la jeunesse estudiantine. Plus tôt le dialogue prendra le dessus, mieux ce sera.

Les Dépêches de Brazzaville

DROITS HUMAINS

Les chefs des juridictions appelés au respect des exigences judiciaires

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Wilfrid Bininga, a eu une séance de travail avec les chefs des juridictions qu'entouraient le premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, et le procureur général près ladite Cour, Théophile Mbisi, pour un entretien et des orientations à donner sur l'actualité relevant des questions adéquates des cours et tribunaux.



Le ministre chargé de la Justice entouré du 1er président de la Cour suprême et du procureur général près ladite Cour/Adiac

Parmi les initiatives d'envergure en cours de mise en œuvre figurent le jugement rapide des auteurs, co-auteurs et complices des crimes crapuleux relevant du grand banditisme pour espérer endiguer la montée et la recrudescence de cette forme de criminalité qui, de nos jours, s'exprime par de nombreux actes attentatoires à l'intégrité physique d'autrui (crimes commis par les bébés noirs et autres marginaux) ; les dossiers criminels en état d'être jugés ; la situation des dossiers dans lesquels sont poursuivis douaniers et agents d'impôts. Faisant la lecture du communiqué final, Vladimir Dimitri Matte Mikala, procureur général près la Cour d'appel de Dolisie, a indiqué que le premier point a été retenu après les échanges

contradictoires élaborés.

Le ministre chargé de la Justice et ses interlocuteurs ont reconnu que dans un contexte national marqué par la montée grandissante et préoccupante des crimes crapuleux relevant du grand banditisme, les juridictions compétentes doivent s'organiser pour juger à temps le ou les auteurs, coauteurs ou complices d'une infraction. De ce point de vue, la pratique actuelle au sein des cours et tribunaux qui consiste à ne siéger que lors des sessions criminelles doit être réaménagée pour permettre aux cours criminelles de se réunir et de juger comme le recommande la nécessité pour la justice de prendre sa part de responsabilité dans la lutte avec opiniâtreté et détermination contre toute forme

de criminalités.

«Le ministre chargé de la justice, le premier président et le procureur général près ladite cour ont tenu à souligner à l'attention des magistrats que la chaîne judiciaire comporte la poursuite, l'instruction et le jugement. Les magistrats du parquet et du siège doivent travailler avec promptitude », a déclaré en substance, Vladimir Dimitri Matte Mikala, procureur général près la Cour d'appel de Dolisie. Pour terminer, les magistrats ont porté à la connaissance du ministre chargé de la Justice qu'ils adhèrent sans réserve aux directives et orientations reçues, lesquelles participent, par ailleurs, à la bonne gouvernance judiciaire.

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ENTREPRENEURIAT

Kosala accompagne trente projets d'innovation environnementale

Le Projet d'accélération du développement des technologies ou innovations environnementales porté par les jeunes et les femmes du bassin du Congo, mis en œuvre par l'incubateur d'entreprises Kosala, a été lancé le 23 août à Brazzaville par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, le Pr Delphine Edith Emmanuel.

Trente jeunes entrepreneurs vont bénéficier d'un accompagnement de l'incubateur d'entreprises Kosala, dirigé par Dexter Trésor Omono, dans le cadre du Projet d'accélération du développement des technologies ou innovations environnementales avec l'appui financier de l'Organisation internationale de la Francophonie. « Le but est d'accompagner trente femmes et jeunes porteurs de solutions éco-innovantes. Au terme de cet accompagnement, trente solutions innovantes seront développées », a expliqué Gilchris Ngoteni, directeur des programmes et projets au sein de l'incubateur Kosala.

Les trente projets novateurs qui bénéficieront de cet accompagnement innovation sont de la catégorie de la gestion et de la valorisation des déchets dans la préservation de l'environnement et l'agro-alimentaire. 56% de ces projets sont portés par les hommes contre 43% par des femmes. 43% d'entre eux ont déjà des prototypes, 26% sont en



phase recherche-développement, 16% sont en phase de commercialisation.

Pour le ministre des Postes, Télécommunications et de

tales vient participer à l'investissement des jeunes au secteur de l'économie numérique. Un secteur promis à un bel avenir. « Le numérique

Les porteurs de projets et les officiels/Adiaciaux. Ce projet qui vise à résoudre les problèmes écologiques tout en favorisant un développement durable et inclusif est porteur d'op-

« Le numérique est de nos jours le vecteur de solutions novatrices pour transformer nos modèles économiques et sociaux. Ce projet qui vise à résoudre les problèmes écologiques tout en favorisant un développement durable et inclusif est porteur d'opportunités

l'Economie numérique, Léon juste Ibombo, ce projet d'accélération des technologies et innovation environnemen-

est de nos jours le vecteur de solutions novatrices pour transformer nos modèles économiques et so-

portunités », a-t-il déclaré en présence de son collègue ministre de l'Enseignement technique et professionnel,

Ghislain Thierry Maguessa Eboomé.

De son côté, le ministre Léon Juste Ibombo a remercié l'OIF qui ne cesse d'adapter ses priorités au numérique participant ainsi au renforcement des compétences dans ce domaine tout en soutenant l'innovation technologique. La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, le Pr Delphine Edith Emmanuel, qui a officiellement lancé le projet, a salué l'initiative d'une jeunesse qu'elle qualifie d'engagée. « Les initiateurs de l'incubateur Kosala et les porteurs de ces projets novateurs sont des jeunes congolais qui ont pensé qu'ils pouvaient agir, poser des actes dans le sens de leur contribution au développement de notre pays », a-t-elle souligné. Il revient donc aux jeunes porteurs de projets qui bénéficient de cet accompagnement de jouer leur partition pour contribuer à la création de la richesse et de l'emploi.

Rominique Makaya

LE FAIT DU JOUR

Le dernier Isaac

En une centaine de pages, Daniel Isaac Itoua, attaché à ses racines et à son Congo natal, livre au lecteur ses spéculations éclairées par les bruissements de la forêt de chez lui, à Tsakosso. «Yeux d'escargot» est son dernier ouvrage paru aux Editions Alliance Koongo. L'anthropologue, ayant consacré une bonne partie de sa vie à fréquenter les salles de classe en tant qu'enseignant, signe ainsi son neuvième ouvrage privilégiant une thématique qui lui va bien : donner du sens à la culture ancestrale.

Que trouve-t-on dans « Yeux d'escargot » ? Un peu de tout pourrait-on dire. Mais ne vous attendez pas à tout comprendre de ce qu'Isaac décrit si vous ne prenez pas assez de temps pour le suivre pas à pas. Exac-

tement comme la bestiole qui tient lieu de principale héroïne, ou de principal héros de cette longue marche vers les cimes de la connaissance. Il faut ouvrir large les yeux pour mieux voir, tendre suffisamment l'oreille pour écouter le bruit des feuilles vertes prises au vent, et les mortes tapissées qu'arpentent les peuples de forêts.

« Je vais vous parler d'un escargot différent de ces escargots que vous avez peut-être déjà rencontrés ou que vous allez rencontrer dans votre vie - l'escargot de ma contrée natale - la forêt de Tsakosso », avertit Isaac dans l'avant-propos de son livre dont deux autres amoureux de belles lettres ont signé la préface et la postface, densifiant pour le coup les réflexions de l'auteur. Il y a, pourrait-on dire, de l'originalité dans la nouvelle œuvre

de l'auteur de « Géographie du pouvoir au Congo : des chefs traditionnels aux présidents de la République », sortie en 2021.

Comme toutes choses trouvées sur terre, les odes composant «Yeux d'escargot» ne sont pas de même taille. Il y en a qui tiennent en douze mots : « arrogance des Dieux vaniteux n'ayant de compte à rendre au peuple », délibère Isaac à la page 59, dans « Et Dieux V » ; d'autres bien plus longues exposent dans un langage fort nuancé des leçons de vie auxquelles tous les hommes, quelle que soit la position qu'ils occupent au sein de la société, peuvent se référer pour une autocritique enrichissante : « Escargot, parle-moi de Dieu, ses hommes et de tous ceux qui nous gouvernent », page 81.

Même si ces narrations n'oc-

cupent pas le même espace dans le livre, chacune porte un message propre qu'il convient de juxtaposer ensuite pour retrouver l'harmonie de tout l'ensemble. On peut le noter, en fin observateur de la société, Daniel Isaac Itoua l'interroge sans cesse. A chaque fois, le même réflexe : prendre son écriture, de jour et de nuit, coucher sur du papier le mot le plus puissant, l'argument le plus fort, le regard le plus attentif sur ce dont est constituée la nature de l'homme, son commerce avec ses semblables et son environnement naturel.

Le tout, bien sûr, sous le regard du soleil luisant, de la nuit noire enveloppante, du clair de lune distrayant, en écoutant parler la forêt et chanter les rivières. Le dernier ouvrage d'Isaac est entraînant !

Gankama N'Siah

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

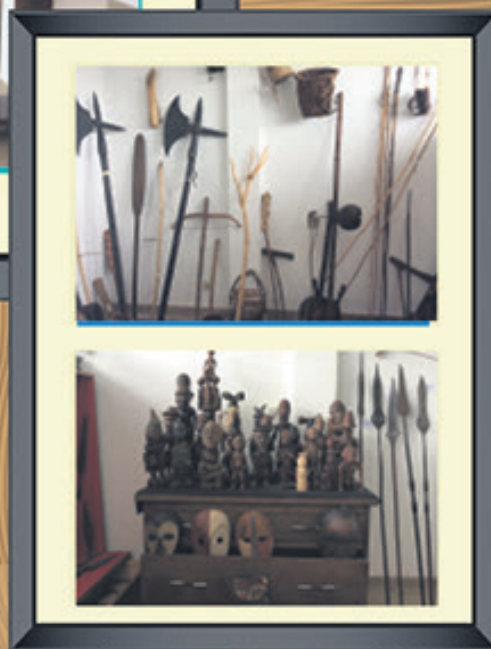
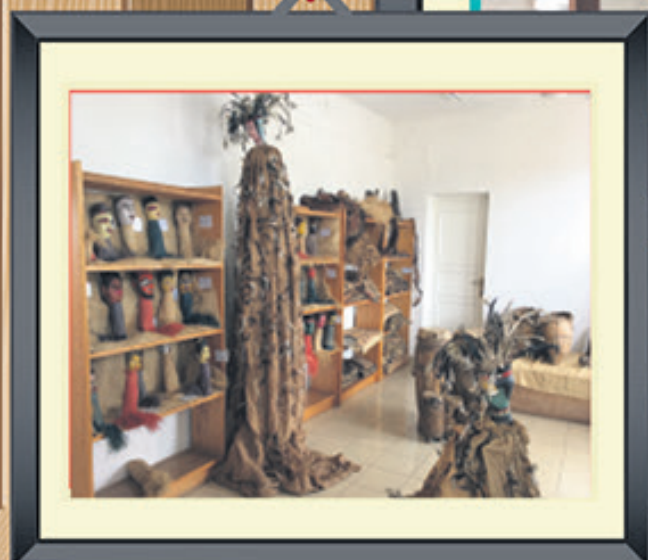
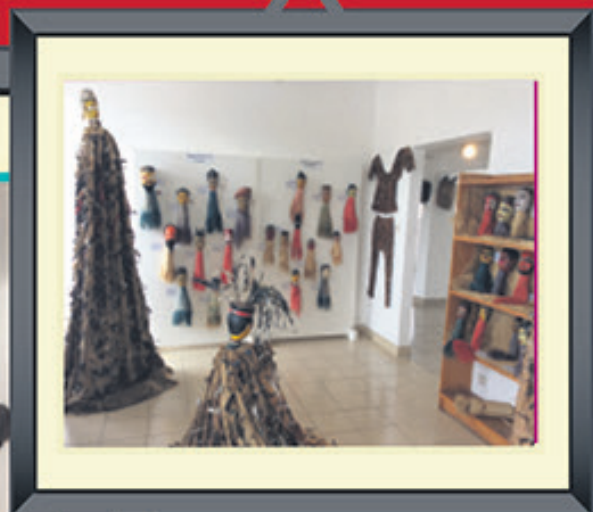
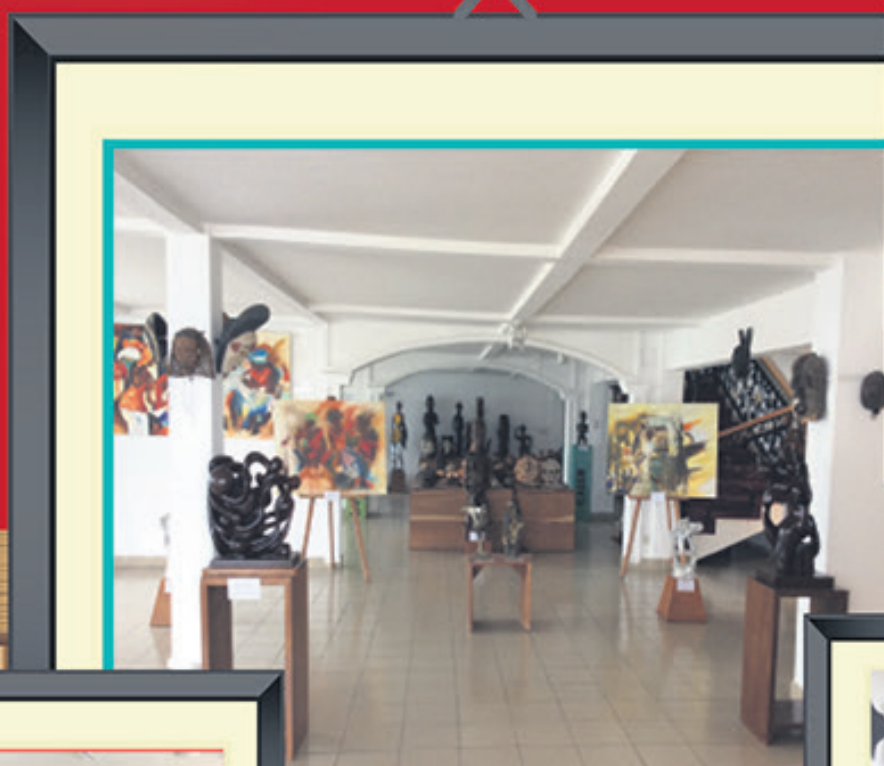
CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

98,3% de femmes n'ont pas accès aux crédits bancaires

En République du Congo, la majorité de femmes entrepreneurs éprouvent de sérieuses difficultés à accéder aux crédits bancaires pour financer leurs unités économiques, d'après une étude réalisée par le Centre d'études et de recherche sur les analyses politiques et économiques (Cerape), présentée à la presse le 22 août à Brazzaville.

L'étude a été réalisée entre août 2023 et août 2024 par quatre chercheuses du Cerape, à savoir Geneviève Bangamboulou, Jeanne Gertrude Manda Yassé, Patricia Solange Makaya et Rhone Guyanne Mboundou, sous la direction du coordonnateur régional dudit centre, Jean-Christophe Mboundou Bazika.

L'enquête a été menée sur le thème « Les contraintes d'accès au financement bancaire et aux TIC, une analyse de l'entrepreneuriat féminin au Congo », sur la base des données d'une étude menée en 2017 par l'Institut nationale de la statistique.

Les résultats de la recherche réalisée pendant douze mois auprès d'un échantillon de femmes gestionnaires des très petites et moyennes entreprises et artisanales révèlent quelques soucis majeurs et des anomalies qui empiètent sur l'envol de l'entrepreneuriat féminin au Congo. Il ressort que 98,3% de femmes animant des unités économiques n'ont pas accès aux crédits bancaires, un réel obstacle qui freine l'épanouissement de leurs entreprises, selon

l'étude. « Ce manque d'accès aux crédits s'explique par plusieurs facteurs : les facteurs internes et externes. S'agissant des facteurs internes, l'étude a relevé que 81,6% de femmes ne disposent pas de compte bancaire et 30,7% d'entre elles se retiennent à solliciter un crédit de peur que leurs unités soient hypothéquées au cas où elles n'arrivaient pas à le rembourser », expliquait Patricia Solange Makaya, l'une des chercheuses du Cerape aux journalistes.

La même enquête a relevé le faible niveau d'instruction, de formation et d'expériences professionnelles des femmes entrepreneurs au Congo en gestion et en administration. Celles-ci, précise l'étude, manquent aussi de connaissance des structures d'appui de l'Etat en matière d'accompagnement de leurs petites et moyennes entreprises.

En ce qui concerne des facteurs externes, l'enquête relève que 38% de femmes entrepreneurs considèrent que les démarches administratives sont trop complexes. Le Cerape a noté aussi que 40,3% de ces femmes déplorent les exigences des garanties bancaires et



Les chercheurs du Cerape lors de la conférence de presse/Adiac

considèrent le taux d'intérêt trop exorbitant par rapport à leur capital.

Le manque d'accès aux TIC, un autre blocus

Hormis l'inaccessibilité aux crédits bancaires, l'enquête du Cerape montre aussi que les femmes entrepreneurs éprouvent également des difficultés à accéder aux techniques de l'information et de la communication. Un domaine aussi capital dans le développement des entreprises.

« En ce qui concerne les TIC, les résultats obtenus montrent que 13,5% d'entreprises dirigées par les femmes utilisent l'ordinateur pour effectuer leurs opérations

financières. Cela se justifie, entre autres, par leur faible niveau d'instruction, le manque de formation dans le domaine des TIC et l'ignorance de l'importance des TIC dans l'activité entrepreneuriale », a précisé Rhone Guyanne Mboundou.

A l'issue de l'enquête, nous avons adopté plusieurs recommandations à l'endroit des décideurs et différentes parties prenantes résumées en trois parties afin de permettre aux femmes entrepreneurs d'accéder aux crédits bancaires ; assouplir les exigences de garantie et sensibiliser, via les médias, ces dernières aux mécanismes d'accès aux crédits bancaires, affirmait la

chercheuse Geneviève Bangamboula Mapassi.

De son côté, Jean Christophe Mboundou Bazika a fait savoir que le Cerape est un centre de recherche, un groupe d'enseignants-chercheurs de l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, constitué le 15 novembre 2002. Il vise à constituer un cadre viable d'échanges et de partage de connaissances entre chercheurs, à réaliser des travaux de recherche sur les questions économiques et sociales, à diffuser des résultats de recherche auprès des décideurs, afin de contribuer à l'amélioration des performances économiques publiques.

Firmin Oyé

PARTENARIAT

Le Projet Ceerc, Obac Capital et De-Network désormais liés

Le projet de promotion des PME pour l'amélioration du bien-être social afin de réduire la surexploitation des animaux sauvages et la destruction des forêts en République du Congo (Ceerc) a signé, le 23 août, à Brazzaville un partenariat de collaboration avec les sociétés Obac Capital et De-Network. Le partenariat prévoit d'accompagner et d'assister les coopératives et producteurs locaux.

La collaboration signée par la cheffe de projet Ceerc, Sabine Jiekak ; les directeurs des sociétés Obac Capital, Philippe Bouiti Viaudo, et De-Network, Ebeh Deschagrains, permettra de promouvoir sur un marché plus large les produits locaux développés, renforcés ou améliorés par des producteurs et coopératives grâce au financement de l'agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) à travers le projet Ceerc. Il s'agit ici de les faire connaître à un plus grand public, à des acheteurs, à des consommateurs ainsi qu'à des petites entreprises.

Selon Sabine Jiekak, cheffe de projet Ceerc, le nouveau partenariat établi entre trois parties est d'une importance capitale pour le projet Usaid Ceerc. Ces deux partenariats permettront d'apporter un segment important dans le développement de l'entreprise pour les coopératives et pour les petites entreprises que le Ceerc appuie financièrement et techniquement dans les zones autour et dans les aires protégées et forestières. « Ces deux partenaires du secteur privé vont permettre à ces petites entreprises de renforcer et d'améliorer leurs produits, leurs rentabilités, leurs présen-



Les trois parties posant après la signature des parapheurs/Adiac.

tations pour être plus attractifs auprès de l'acheteur et du consommateur final. Le projet Ceerc peut certes appuyer un certain nombre d'aspects techniques à travers la mise à disposition des véhiculaires et hôtes organisationnels, mais l'aspect promotionnel des produits qui est vraiment l'apanage du secteur privé et des consommateurs pourra être renforcé et élevé à travers ces deux partenaires

que sont Obac Capital et De-Network », a-t-elle expliqué.

Spécialisé dans la télécommunication et la communication digitale, De-Network pour sa part va intervenir dans la partie numérique. Cette partie consistera à promouvoir les produits des différents producteurs locaux qui sont référencés auprès du Ceerc. « Nous allons mettre en place une plateforme des communications e-marketing et e-commerce

qui vont permettre d'exposer les différents produits et des catalogues de ces différents fournisseurs. Aussi, nous allons travailler le branding et évidemment faciliter la commercialisation de ces produits tant sur le marché local que sur le marché international », a déclaré Ebeh Deschagrains, directeur de De-Network. Et d'ajouter : « A travers notre call center, il va être mise en place une ligne verte à partir de

laquelle les potentiels acheteurs pourront entrer en contact avec notre société qui va être l'interface de commercialisation de ces produits. Un numéro sera donc dédié avec un opérateur ou des opérateurs derrière qui seront en mesure de répondre aux différents acheteurs sur la disponibilité des produits, le processus de livraison, la période des récoltes... »

Philippe Bouiti Viaudo, directeur d'Obac Capital, a, quant à lui, indiqué que sa société spécialisée dans les conseils stratégiques et financiers à vocation de banque d'affaires se chargera d'accompagner ces porteurs de projets dans la mobilisation de capitaux avec des acteurs privés pour leur permettre de poursuivre leur développement sur le territoire national et ailleurs. Après la mobilisation de capitaux, Obac accompagnera ces derniers dans l'exécution de leur projet pour justement s'assurer que cette phase se passe convenablement. « Je voudrais ici féliciter l'Usaid qui exécute le projet Ceerc qui vise à conserver la biodiversité et les forêts en Afrique centrale et plus précisément en République du Congo. », a-t-il dit.

Gloria Imelda Lossele



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 009/MPSIR/2024/UGP PRACAC

RECRUTEMENT D'UN COORDONNATEUR POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE

I-CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : Recrutement d'un Coordonnateur pour le Projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous la supervision et l'autorité du Directeur de Cabinet du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier, du comité technique de pilotage et du COTECH à qui il rend compte de ses activités, le Coordonnateur du Projet sera chargé entre autres de :

En matière technique :

- Appuyer le Ministère de tutelle dans la mise en œuvre et gestion du projet en assurant la supervision et la gestion complète du projet, y compris technique, administrative et financière, volet passation des marchés du projet, suivi évaluation et volet environnemental et social, en veillant au respect des règles de gestion convenues avec la Banque Mondiale et plus généralement à la conformité avec le document de projet et l'Accord de financement du projet ;
- Coordonner les structures impliquées dans la mise en œuvre des activités du Projet ;
- Assurer la coordination, le contrôle qualité et le suivi-évaluation des prestataires et contractuels (consultants individuels, cabinets/firmes, entreprises, fournisseurs, etc.) du Projet ;
- Veiller à l'utilisation efficace et rationnelle des ressources pour une bonne exécution des activités du projet ;
- Créer et entretenir les conditions propices pour l'atteinte des objectifs de développement du Projet ;
- Assurer la bonne planification des activités du projet par la coordination des travaux d'élaboration des PAA, PPM et budgets établis ;
- Apporter l'appui technique nécessaire à son équipe et aux structures d'exécution, et vérifier la cohérence des résultats techniques avec les moyens mis à disposition des structures d'exécution ;
- Veiller à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et plans de communication sur les activités du projet, y compris l'accès aux documents liés au projet (y compris passation de marchés) pour le public ;
- Proposer et veiller à la préparation des différents termes de référence de l'assistance technique nécessaire pour l'exécution des activités du projet.

En matière d'administration générale :

- Assurer l'organisation générale, la coordination et l'exécution des activités du projet ;
- Assurer la communication fluide et la relation en tant que point focal avec la Banque Mondiale (y compris la préparation conjointe des missions d'appui à la mise en œuvre, d'évaluation à mi-parcours et d'achèvement du projet, conférences audio/vidéo, etc.) et éventuellement les autres Partenaires Tech-

niques et Financiers (PTF) concernés par le Projet et avec toutes les entités gouvernementales et autres structures impliquées directement ou indirectement dans la réalisation des objectifs du Projet ;

- Appuyer le Ministère de tutelle dans l'organisation et la préparation des réunions du COPIL ;
- Exécuter les délibérations du COPIL ;
- Veiller au respect et mise à jour du manuel d'exécution/procédures du projet.

En matière de gestion financière :

- Proposer le projet de plan d'activités annuelles (PAA) du projet et budget associé ;
- Assurer la programmation annuelle et la coordination de la réalisation des activités du PRRU à travers ses 3 composantes, telles que décrites dans les accords de financement et le document du projet ;
- Veiller à la préparation du plan de travail budgétisé annuel (PTBA), du Plan de Passation de Marchés, et à leur mise en œuvre dans les délais prévus ;
- Présenter à l'intention des instances nationales de supervision/pilotage du projet et à la Banque Mondiale pour approbation/adoption les budgets annuels, états financiers annuels et les rapports de suivi financier ;
- Suivre l'exécution du budget du projet ;
- Veiller à la tenue annuelle du Comité de Pilotage et proposer à celui-ci des solutions en cas de difficultés dans l'exécution du projet
- Ordonner toutes les dépenses devant être payées sur le compte désigné, et s'assurer de la bonne tenue du compte ;
- Veiller aux mouvements de fonds tels qu'ils sont assurés par le Spécialiste en gestion financière de son équipe : décaissements, approvisionnement du compte désigné ;
- Veiller à la production des demandes de retrait de fonds (DRF), des rapports trimestriels de suivi financier (RSF) et à la préparation et à la réalisation des audits annuels ;
- Cosigner avec le Responsable Administratif et Financier, les demandes de remboursement, retrait, approvisionnement de fonds adressées à la Banque mondiale.

En matière de passation de marchés :

- Veiller à la préparation, actualisation et validation du Plan de Passation de Marchés (PPM) élaboré par le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM), et à sa conformité aux exigences de la Banque Mondiale ;
- Veiller au respect du PPM validé ;
- Assurer la présidence de la commission de passation des marchés, en conformité avec le contenu du manuel de procédure administrative et d'exécution du projet ;
- Approuver les bons de commande et les lettres de commande de biens et de service ;
- Valider les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et les demandes de propositions ;
- Présider les commissions d'ouverture et d'attribution des marchés ;
- Superviser la gestion de tous les contrats signés par le projet ;
- Veiller au respect des procédures de travaux, biens et services applicables au Projet ;
- Assurer les tâches de gestion du patrimoine, en veillant à ce que tous les biens acquis sur les fonds du projet soient identifiés, localisés, inventoriés, et dans la mesure du possible protégés contre les risques de toute nature (destruction, perte, vol, accidents, etc.).

En matière de gestion du personnel :

- Coordonner l'équipe en charge au quotidien de la mise en œuvre du projet ;
- Participer au recrutement (à partir de la deuxième année), évaluation et licenciement du

personnel contractuel nécessaire à la bonne mise en œuvre du Projet, conformément aux textes et procédures en vigueur ;

- Veiller à l'information du personnel de toutes les conditions d'emploi, application des textes réglementaires et clauses inscrites aux contrats, tenue régulière des registres obligatoires en matière de gestion du personnel ;
- Signer les actes relatifs à la gestion du personnel contractuel.

En matière de suivi et de contrôle

- Assurer l'élaboration de plans de mise en œuvre coordonnée entre les différentes structures du ministère, des rapports trimestriels et le suivi des indicateurs de résultats ;
- S'assurer de la production des documents attendus par les partenaires (rapports de suivi financiers, rapports de sauvegardes environnementales sociales, audits annuels, autres rapports trimestriels, annuels et périodiques du projet) et de leur soumission dans les délais impartis ;
- Veiller à la méthodologie et la collecte des données nécessaires à l'établissement des résultats des activités exécutées, en général et au regard du cadre de résultats du Projet ; proposer au besoin des ajustements au cadre de résultats ;
- Maintenir une bonne communication avec les équipes de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités du projet ;
- Etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat au poste du coordonnateur du projet PRRU doit :

- Être de nationalité congolaise ;
- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (minimum bac+5) dans le domaine de l'ingénierie civile, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, du management des projets d'infrastructures et voiries ou équivalents ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins quinze (15) ans dans le domaine du développement du secteur public, de la gestion des projets d'infrastructures et voiries, d'aménagement urbains et d'assainissement dont dix (10) ans au moins à des postes de responsabilité dans des structures de grande envergure nationale ou internationale ou en tant que responsable dans la gestion de projets financés par les organisations multilatérales telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Agence Française de Développement etc. avec au moins cinq (05) ans dans la coordination ou la gestion des projets similaires ;
- Justifier d'une expérience en matière de gestion des projets financés par les organisations multilatérales, telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, etc. ;
- Démontrer des qualités de leader et de coaching d'équipe assorties d'une expérience avérée dans la création d'un environnement de travail propice à la production des résultats ;
- Faire preuve de forte capacité de négociation, de gestion et prévention de conflits ;
- Avoir de bonnes capacités de gestion, de communication et de relations interpersonnelles ;
- Avoir l'aptitude à travailler avec une équipe pluridisciplinaire ainsi que la capacité à travailler sous pression et dans les délais ;
- Avoir une excellente maîtrise du français parlé et écrit ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informa-

tique et des logiciels de base (en particulier Microsoft Word, Excel, power point, etc.) ;

- Avoir la maîtrise de la langue anglaise serait un plus.

NB :

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.

IV-METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt ; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e)s le candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 18 septembre 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Coordonnateur pour le Projet PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO
Fait à Brazzaville, le 22 août 2024
Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

ASSAINISSEMENT

Les travaux de pavage de la route d'accès au quartier "Domaine" avancent

Démarrés il y a quelques mois, les travaux de pavage de l'avenue Blaise-Adoua menant au quartier Domaine, dans le neuvième arrondissement Djiri, avancent à un rythme satisfaisant, selon le député-maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, qui a visité le chantier le 23 août.

Les travaux s'exécutent dans le cadre d'un programme d'assainissement de la ville capitale et de drainage des eaux pluviales dans le neuvième arrondissement Djiri. Financé à plus de trois milliards par le gouvernement, le projet porte sur la construction et le pavage d'une route longue d'un kilomètre neuf cents, qui part de la route nationale numéro 2, après le marché Massengo, aux confins du quartier Domaine.

Débaptisée avenue Général Blaise-Adoua, cette route se construit en matériaux durables selon les normes en la matière, et sera pavée. A terme, elle va désenclaver tout ce quartier périphérique pour lequel les habitants éprouvaient de sérieuses difficultés à se mouvoir. « Pour nous qui habitons ce quartier, nous vivons la construction de cette voie comme dans un profond rêve, parce qu'auparavant pour accéder à cette zone, surtout en période pluvieuse, c'était un véritable casse-tête. Souvent, nous ne nous promenions qu'à vélo. Les rares véhicules BJ qui nous transportaient prenaient la course à

500 FCFA, peu importe la distance. Nous sommes donc ravis et souhaitons que les travaux ne s'arrêtent plus en cours comme sur l'avenue du lycée scientifique », a souligné Redelle, une habitante du quartier.

A ce jour, sur l'ensemble du tronçon prévu, un kilomètre est en chantier et les travaux sont très avancés, a constaté le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville. « Le projet avance très bien à notre grande satisfaction. Les travaux sont en cours d'exécution et à un niveau très avancé sur mille mètres, sur un kilomètre neuf cents prévu. Les techniciens nous ont rassuré qu'ils pourront arriver à bout avant la saison des pluies afin de permettre à la population de bien circuler en toute sécurité sans être exposée aux actes de banditisme », s'est réjoui Dieudonné Bantsimba.

Dans sa ronde, l'autorité municipale a aussi pris connaissance du niveau d'exécution de l'élargissement de l'avenue du port, au quartier Mpila, dans le sixième arrondissement Talangai, qui part



Le député-maire Bantsimba visitant les travaux de curage du collecteur situé en face de la BSCA Bank/Adiac

du rond-point Saint-Tropez au port fluvial public de Yoro. A ce niveau, les travaux sont aussi engagés. De même, le député-maire de Brazzaville a visité l'avenue Sergent Malamine, qui part du rond-point de la mairie centrale à

celui de la direction nationale de la BEAC au centre-ville, avant le démarrage des travaux de réhabilitation. Ici, il est question de traiter l'égout qui a lâché à côté de la direction générale de la Caisse de retraite des fonctionnaires et ce-

lui qui a coupé la voie en deux, du côté de la station. Dieudonné Bantsimba a aussi visité les travaux de curage de l'égout qui passe devant la BSCA Bank. A l'issue de la visite, il s'est dit satisfait.

Firmin Oyé

ENTRETIEN ROUTIER

Un programme pluriannuel pour le tronçon Inkouélé-Ongogni-Lessanga

Le député de la circonscription électorale unique d'Ongogni, dans le département des Plateaux, Yves Fortuné Moundélé Ngollo Ehourossia, qui a visité les travaux d'aménagement de la route en terre Inkouélé-Ongogni-Lessanga, s'est dit satisfait de l'évolution du chantier.

Inscrit au budget de l'Etat, exercice 2024, l'aménagement du tronçon routier Inkouélé-Ongogni-Lessanga se réalise à un rythme acceptable. Actuellement, la Sicas en charge des travaux s'attèle, entre autres, à creuser les saignées et à déblayer la voie. Le directeur général de Sicas, M. Ndinga, mesure déjà l'ampleur de la tâche. « L'entreprise est commise pour trois années. Comme nous faisons ceci en saison des pluies, si nous constatons qu'il y a des ornières qui se créent, nous serons obligés de revenir pour essayer d'enrayer. Donc, nous avons l'obligation de maintenir la circulation fluide sur le tronçon principal. C'est pour cela que nous avons commencé par relier la RN2 à Ongogni et Lessanga. Les travaux doivent durer sur ce tronçon six mois. Nous avons une forte pluviométrie dans la zone. Quand il pleut, le rythme de travail devient un peu long », a-t-il prévenu.

Le député d'Ongogni a pu constater le travail qui se fait en ce moment. Selon lui, ces travaux longtemps attendus par les habitants



suscitent l'espoir. « L'entretien routier va pouvoir réaménager la route jusqu'à Lessanga afin qu'elle soit praticable en toute saison. Ce qui veut dire que nous n'aurons plus de problème d'engorgement, de difficultés de circulation entre la nationale n°2 et le dernier village de ce tronçon qui est donc Lessanga, où il y a un

marché forain. Nous tenons à féliciter l'ensemble du gouvernement qui est en train de mettre en œuvre les promesses du chef de l'Etat dans la localité », a déclaré Yves Fortuné Moundélé Ngollo Ehourossia. Profitant de ces échanges avec ses mandants en cette période d'intersession, il les a informés que les études en vue du bi-

Yves Moundélé-Ngollo visitant les travaux DR tumage de ce tronçon sont en cours. Une fois clôturés, les résultats de cette étude seront remis au gouvernement pour envisager le bitumage du tronçon Inkouélé-Ongogni-Lessanga dans les années à venir. « C'est un ouf de soulagement pour tous les habitants d'Ongogni qui commençaient à désespérer. Je recevais leur cri

d'alarme, pleurs, mais je suis toujours resté serein parce que je savais que le gouvernement avait inscrit cela dans ses affaires à réaliser », a-t-il conclu. En attendant l'achèvement total des travaux, la population salue déjà le plaidoyer du député qui a su porter ses doléances à l'hémicycle. « Cela fait du bien pour la population et pour l'évacuation de ses produits », s'est réjoui un habitant.

Même sentiment pour Evariste Ngokaba qui habite la communauté urbaine d'Ongogni. « Je suis d'abord très ravi parce que nous avons fait un bon choix. Le député que nous avons élu ne cesse de plaider pour le district d'Ongogni. C'était l'inquiétude de tout le monde : la route Inkouélé-Ongogni-Lessanga n'était toujours pas en bon état. A un certain moment, les parents s'énermaient contre les autorités politico-administratives, mais aujourd'hui à travers le plaidoyer de notre député, nous avons reçu une délégation pour l'entretien pluriannuel », a-t-il indiqué.

Parfait Wilfried Douniama

SUKALI FOOD CENTER

Un centre de restauration pour l'équilibre social

Situé dans le 9e arrondissement de Brazzaville, au quartier Nkombo-Matari, Sukali Food Center, le premier centre de restauration communautaire du Congo, est en passe de devenir un vecteur essentiel de cohésion sociale.

Ouvert officiellement le 12 août, en présence du ministre de la Coopération internationale, Denis Christel Sassou Nguesso, et de l'administrateur-maire de Djiri, Ida Victorine Ngampolo, Sukali Food Center est inspiré des emblématiques "Hawker Centers" (restaurants communautaires) de Singapour en Asie du Sud-Est, inscrits au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. « Nous nous sommes inspirés des centres de restauration de chez nous et avons pensé à mettre en place ce projet au Congo. Sukali est bien plus qu'un espace de restauration, mais plutôt un centre communautaire qui réunit toutes les communautés », a déclaré le directeur général de Sukali, Weilik Siawo à la presse.

Cette initiative se propose de réduire efficacement l'accès restreint et inadéquat des personnes et des ménages à des aliments sains, tant sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité. Elle entend changer, à long terme, la perception des Congolais sur la cuisine de rue, en proposant des repas délicieux à des prix abordables, dans un environnement hygiénique, moderne et sécurisé. Le Sukali food center peut accueillir jusqu'à 150 personnes. Le centre de Nkombo-Matari sert



Les officiels à l'ouverture de Sukali Food Center/Adiac

de programme pilote d'expansion de restaurants communautaires à travers le Congo. Il est le premier d'une série de centres de restauration prévus à Brazzaville et Pointe-Noire, ainsi que dans les chefs-lieux des autres départements. Sukali Food Center impulse une nouvelle dynamique aux restaurants de rue du Congo communément appelés « Maléwa ». Cette offre vient combler la problématique du non-respect des normes hygiéniques souvent décriées dans les restaurants de fortune qui jonchent les rues des

capitales congolaises. Elle promeut la santé publique par l'hygiène alimentaire et favorise l'engagement communautaire, en mettant en avant les arts culinaires du Congo et de Singapour.

Sukali vise également à offrir une alternative plus saine aux vendeurs de rue et aux tenants des « malewas » leur permettant d'exercer leurs activités dans un espace approprié et encadré. Au cœur de la mission de Sukali Food Center se trouve aussi l'engagement envers la chaîne de valeur agricole et l'approvisionnement à 100

% de ses ingrédients auprès des agriculteurs et producteurs locaux de la République du Congo.

L'État aux côtés des gestionnaires pour une bonne gouvernance

Sukali Food Center est le fruit d'une collaboration entre deux entités : Sukali SARL, représentant le gouvernement congolais, et Space Foods Pte Ltd, une société de capital-risque basée à Singapour qui se concentre sur la promotion de l'innovation culinaire. L'État congolais soutient le Sukali food center en fournissant des subventions pour son fonctionnement initial en raison de son fort potentiel de croissance. Cela permet au centre de maintenir des prix abordables tout en offrant une expérience de restauration de qualité. Le centre combine la vente de repas, les partenariats locaux et le soutien de l'État pour créer une entreprise durable et bénéfique pour la communauté. La restauration fait partie des activités touristiques que les autorités classent parmi les piliers devant permettre la diversification économique.

Le modèle économique de Sukali Food Center permet entre autres : La création d'emplois : le centre génère des emplois directs pour le per-

sonnel travaillant dans la cuisine, le service, la gestion et la maintenance. Il crée également des opportunités indirectes comme les fournisseurs d'ingrédients locaux, les livreurs et les artisans impliqués dans la construction et l'entretien du centre. La stimulation de l'économie locale : en achetant des ingrédients locaux, Sukali Food Center soutient les agriculteurs, les éleveurs et les petits producteurs de la région. Cela renforce la chaîne de valeur agricole et encourage la croissance économique au niveau local.

L'amélioration de l'infrastructure : la construction et l'entretien du centre actuel et futurs centres nécessitent des services des artisans exerçant dans le bâtiment et l'énergie et bien d'autres secteurs. Cela profite aux entreprises locales en termes de main-d'œuvre.

L'attractivité touristique : Sukali Food Center peut devenir une destination pour les visiteurs, attirant ainsi des touristes et contribuant à l'économie du quartier dans lequel se trouve le premier centre.

La formation et développement des compétences : le centre peut offrir des opportunités de formation en restauration, en gestion d'entreprise et en hygiène alimentaire, renforçant ainsi les compétences locales.

Durly Emilia Gankama

PARTENARIAT

Le mémorial bientôt lié aux institutions culturelles algériennes

En séjour de travail en Algérie dans le cadre de la coopération culturelle, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza (MPSB), Béline Ayessa, a conclu plusieurs partenariats avec les institutions culturelles de ce pays. Un mémorandum d'entente sera signé sous peu par les deux parties après avoir défini les différents axes de ce partenariat.

La directrice générale du MPSB a débuté son séjour de travail à Alger par la visite du musée public national des beaux-arts, en compagnie de l'ambassadeur du Congo en Algérie, Ignace Ngakala. Reçue à son arrivée par la directrice de ce musée millénaire, Delilah Orfali, Béline Ayessa a bénéficié d'une visite guidée au cours de laquelle elle a découvert ce somptueux musée qui renferme une grande collection des maîtres de l'art algérien, des œuvres de monnaie, des œuvres de matis, des œuvres de la renaissance italienne, des œuvres de l'école Flamand du XVIIe siècle, ainsi que des différentes personnalités des anciennes périodes.

La visite guidée a été suivie d'une séance de travail tenue dans l'historique bibliothèque dudit musée, qui regorge des chaises ayant 97 ans et des ouvrages centenaires. Au cours de celle-ci, le directeur de la Coopération au ministère de la Culture et des Arts algérien, Nassim Mohand Amer, a dit qu'ils sont très honorés de recevoir la directrice générale du MPSB pour visiter les lieux de culture algérienne et pour entamer une belle amitié et une nouvelle coopération entre l'Algérie et le Congo. Pour sa part, la directrice générale du MPSB a d'abord dit toute sa sa-

tisfaction d'être accompagnée par le Congo, représenté dignement par son ambassadeur, tout en exprimant sa gratitude à l'ambassadeur d'Algérie au Congo, Azedine Riache, qui a mis la main à la pâte pour rendre possible cette visite couronnée par l'acceptation du ministère de la Culture et des Arts de l'Algérie. Béline Ayessa a, par la suite, retracé l'histoire du haut lieu de mémoire congolais qu'elle a l'honneur de diriger à ses interlocuteurs algériens, notamment la directrice du musée public, le directeur de la Coopération au ministère de la Culture et des Arts et la sous directrice de la conservation et de la restauration des biens culturels, mobiliers, à la direction de la Conservation et de la Restauration du patrimoine dudit ministère, Hamiti Sihem.

Le MPSB, un lieu de mémoire de l'histoire du Congo

Le MPSB, dit sa directrice générale, abrite les restes mortuaires de l'explorateur de Brazzaville qui s'est illustré comme un homme venu à la rencontre d'un peuple. « C'est à Alger qu'il aura son avant dernière demeure de 1908 jusqu'à 2006, année au cours de laquelle ses restes mortuaires étaient transférés pour Brazzaville. Depuis lors, le mé-



La directrice du musée public national des beaux-arts expliquant les pièces de son institution à ses hôtes/Adiac

morial est devenu un lieu de mémoire qui parle d'un pan important de notre histoire », a-t-elle présenté. A l'issue de la séance de travail, les deux parties ont convenu de préparer un mémorandum qui sera signé dans ci-peu.

Impressionnée par la beauté de cet espace muséal considéré comme l'un des plus emblématiques du continent africain tant dans le contenu que le contenant, Béline Ayessa a déclaré : « Je pense qu'on vient là de sceller un lien avec ce musée qui permettra justement au MPSB dont j'ai la charge de diriger de gagner

aussi un peu plus en épaisseur. Cette visite nous a plongés dans l'Algérie ancienne, c'est formidable. C'est un bel exemple de résilience, de volonté de construire la culture d'un pays, mais aussi de regarder la nécessité de faire en sorte que le MPSB soit mieux connu ici. Ça nous permet de raffermir les liens culturels entre ces grandes institutions et le MPSB. »

Accompagnant la directrice générale du MPSB, le diplomate congolais a loué le travail qu'elle abat. « Grâce à elle, nos jeunes enfants savent d'où vient le nom

de Brazzaville. La rencontre d'aujourd'hui doit permettre à la directrice générale et au-delà le Congo de sceller des accords dans le domaine de la culture. Ce que l'on peut faire, c'est de mettre en place un cadre de travail. Nous allons préparer un mémorandum d'entente dans lequel nous allons fixer le cadre de travail », a signifié Ignace Ngakala. Ouvert au public, depuis le 5 mai 1930, le musée public national des beaux-arts est l'un des plus grands musées d'art d'Afrique avec une superficie de quatorze mille hectares.

Bruno Zéphirin Okokana

OMS-AFRIQUE

La 74^e session du comité régional s'ouvre à Brazzaville ce lundi

La directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Afrique (OMS-Afrique), Matshidiso Moeti, et le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, ont co-animé une conférence de presse, le 24 août, à Brazzaville sur les problématiques sanitaires continentales qui seront débattues lors de la 74^e session du comité régional dans la capitale congolaise.

Les travaux de la 74^e session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique se tiennent à Brazzaville du 26 au 30 de ce mois, sous le patronage du président de la République, sur le thème « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde ». Près de mille personnes y prendront part dont le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, et les ministres chargés de la Santé des quarante-sept pays membres. « Nous allons examiner les défis auxquels le continent est confronté en vue d'améliorer la santé des Africains. Il nous faut une population en bonne santé, capable de contribuer activement au développement de nos économies », a indiqué la directrice régionale de l'OMS-Afrique, Matshidiso Moeti, lors de la conférence de presse. Plusieurs problématiques sanitaires qui concernent le continent seront, en effet, débattues durant la 74^e session du comité régional

de l'OMS pour l'Afrique. Il s'agit notamment de « La transformation en vue de l'obtention des résultats : renforcer les systèmes africains de santé grâce aux réformes de l'OMS », sujet en débat le 26 août ; « Cycle d'investissement de l'OMS : faire entendre la voix de l'Afrique » qui fera l'objet d'échanges le mardi 27 ; « Faire face à l'urgence de santé publique que représente la mortalité évitable de l'enfant dans la région africaine de l'OMS », le mercredi 28 ; « Le chemin qui mène à zéro cas d'infection : en finir avec la poliomyélite dans la région africaine ».

Election du nouveau directeur régional

Pour sa part, le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a souligné que l'élection du nouveau directeur régional qui va présider aux destinées de l'OMS-Afrique fait partie des enjeux de cette 74^e session. L'actuelle directrice régionale, le Dr Matshidiso



La directrice régionale et le ministre de la Santé et de la Population lors de la conférence de presse.

Moeti, première femme à occuper cette fonction, est en fin de mandat. L'élection qui va ponctuer cette session permettra d'élire son successeur. Il y a quatre candidats en lice pour ce poste : le Dr Boureima Hama Sambo du Niger ; le Dr Richard Mihigo du Rwanda ; le Dr Ibrahim Socé Fall du Sé-

négale ; le Dr Faustine Engelbert Ndugulile de la Tanzanie.

Mpox

La 74^e session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique se tient à un moment où l'épidémie de Mpox sévit dans le continent et ailleurs. Répondant aux ques-

tions des journalistes à ce sujet, la directrice régionale et le ministre chargé de la Santé ont indiqué que les dispositions sont prises pour endiguer l'épidémie en appelant la population à suivre les mesures préventives édictées en vue d'empêcher sa propagation.

Rominique Makaya

SANTÉ

Le représentant de l'OMS-Congo dresse son bilan de fin de mission

En fin de mandat, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, le Dr Lucien Manga, a présenté son rapport de fin de mission, le 23 août, au ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

Le rapport de fin de mission du représentant de l'OMS au Congo fait état des avancées réalisées pour améliorer les indicateurs de santé dans le pays ainsi que les défis à relever. « Notre priorité a été le développement des soins de santé primaire. Sur ce point particulier, c'est avec fierté qu'au moment où je pars, je peux dire qu'il y a eu des avancées. Le Congo est un des pays qui peut montrer aux autres qu'il est possible d'évoluer dans ce domaine-là », a fait savoir Lucien Manga.

Saluant la qualité du travail réalisé par le représentant de l'OMS, le ministre de la Santé et de la Population a souligné que la collaboration avec ce dernier va se poursuivre. « Dans ce qui se projette, nous aurons besoin de votre participation pour faire la promotion de l'adaptation des systèmes de santé aux changements climatiques. C'est un grand défi pour l'Afrique et le reste du monde », a indiqué Gilbert Mokoki.

Il convient de rappeler que le Dr Lucien Manga est en poste au Congo depuis mars 2019 en qualité de représentant de l'OMS.



Le représentant de l'OMS remettant son rapport de fin de mission au ministre de la Santé.

Après le Congo, il va poursuivre sa mission onusienne en Côte d'Ivoire. Originaire du Cameroun, le Dr Manga a obtenu son doc-

torat en entomologie médicale à l'université de Yaoundé, Cameroun, en 1992 et un doctorat en parasitologie médicale à l'univer-

sité de Montpellier I, France, en 1997. Il travaille à l'OMS depuis

ESPAGNE-AFRIQUE

Pedro Sanchez visitera trois pays africains

Du 27 au 29 août, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, se rendra au Sénégal, en Mauritanie et en Gambie.

Pedro Sanchez ira la semaine prochaine en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie pour renforcer la lutte contre la migration irrégulière, ont rapporté des médias africains. Du 27 au 29 août, il entreprendra une visite de trois jours en Afrique, selon plusieurs médias espagnols. Ce voyage le conduira successivement en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie, avec comme objectif principal, renforcer la coopération avec ces pays dans la lutte contre la migration irrégulière. Pedro Sánchez prévoit de discuter avec les présidents de ces pays des mesures à mettre en place pour mieux gérer ce phénomène.

Cette visite intervient alors que l'Espagne est confrontée à une hausse significative des arrivées de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne. Selon le ministère de l'Intérieur espagnol, 31 155 migrants sont arrivés en Espagne au 15 août, marquant une augmentation de 66 % par rapport à la même période l'année précédente. Cette tendance est particulièrement préoccupante aux îles Canaries.

R.M.

Noël Ndong

RENCONTRE DES ENTREPRENEURS DE FRANCE

La session 2024 porte sur “La francophonie des affaires comme levier de souveraineté”

Au programme des Talks de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF) du lundi 26 août, il est prévu, de 18h00 à 18h30, un débat sur “La francophonie des affaires comme levier de souveraineté” animé par Anne-Cécile Sarfati, avocate-journaliste, directrice d'Actually.

En partant du constat où avec 350 millions de locuteurs (750 en 2050), la francophonie s'est longtemps cantonnée aux domaines éducatifs, culturels et sportifs. Dans un monde totalement reconfiguré, le potentiel économique de la zone francophone doit maintenant devenir un levier supplémentaire de souveraineté économique.

Pour y parvenir, il convient de renforcer les échanges commerciaux en levant les barrières réglementaires et en créant les bonnes synergies entre secteurs privés. C'est la raison d'être de l'Alliance des patronats francophones, co-organisatrice de l'événement Francotech lors du prochain sommet de la Francophonie les 3 et 4 octobre prochain.

Participeront à cette séquence, Doudou Ka, entrepreneur, ancien ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, Alexandre Planelles, directeur général de l'Alliance des patronats francophones et le Franco-congolais Dieudonné Mpouki, greffier associé du Tribunal de commerce de

Paris, président d'Infogreffe. Alexandre Planelles est diplômé de l'INSEEC Paris et a passé presque l'essentiel de sa carrière en Afrique.

Après plusieurs expériences professionnelles dans le secteur pétrolier au Gabon et en Angola, il passe près de 5 années chez TotalEnergies, au Congo Brazzaville, dans les domaines de la communication et du contenu local.

Il dirige ensuite de 2015 à 2022 Unicongo, le patronat congolais, en tant que secrétaire général exécutif. En plus des missions classiques de représentation des employeurs et d'intermédiation avec les instances gouvernementales, il a su développer de nouveaux services aux entreprises et initier des partenariats pour porter la voix du secteur privé congolais à l'international. Il rentre finalement en France à l'été 2022 pour prendre la direction de l'Alliance des patronats francophones présidée par Geoffroy Roux de Bézieux.

Avec ses 35 organisations pro-

fessionnelles représentatives, l'APF représente le secteur privé formel dans les pays francophones et vise à renforcer les liens entre entreprises et économies francophones de façon concrète et opérationnelle. La force de cette nouvelle alliance

multilatérale et internationale réside dans son réseau de plus d'un million d'entreprises, composé à 90 % de TPE/PME.

Dieudonné Mpouki est diplômé de Sciences Po Paris, formé à l'Essec et titulaire d'une maîtrise en économie et gestion des

entreprises de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, Maître Dieudonné Mpouki entre au greffe du Tribunal de commerce de Paris en 1996 en qualité de contrôleur du registre du commerce et des sociétés. Responsable du service juridique du greffe pendant 10 ans, Dieudonné Mpouki est nommé greffier associé du tribunal de commerce de Paris en 2012.

Il participe activement aux divers projets ayant trait à la numérisation de la profession et la dématérialisation des formalités des entreprises, avec notamment l'élaboration du guide des formalités RCS, la mise en place du site des formalités en ligne d'Infogreffe, ou bien encore du guichet-entreprises pour le compte des greffiers des tribunaux de commerce. Vice-président du G.I.E. Infogreffe depuis 2016, il prend ses nouvelles fonctions de président le 1er janvier 2019, avant d'être réélu trois ans plus tard, le 24 juin 2022.

Marie Alfred Ngoma



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

**AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC
NEWSLETTER**

L'information du congo
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement du projet pour lutter contre la falsification des diplômes d'Etat

La mise en oeuvre imminente du projet de l'interconnexion numérique entre le ministère de l'EDU-NC et celui de l'ESU va permettre de réduire les risques de fraude et falsification des diplômes d'Etat.

La ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale et Nouvelle citoyenneté (EDU-NC), Raïssa Malu, a eu, le 22 août, dans son cabinet une importante séance de travail avec la ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Marie-Thérèse Sombo Ayanne Safi Mukuna, et sa délégation. La réunion entre les deux parties a porté sur un projet de renforcement de l'intégrité et de la transparence du processus de traçabilité des diplômes d'Etat, d'inscription et d'admission des élèves diplômés au sein des universités congolaises. Le projet à mettre en route dans les jours à venir s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et

universitaire en République démocratique du Congo (RDC), et lutter contre la recrudescence des problèmes liés à la falsification des diplômes d'Examen d'Etat et d'attestations de réussite lors des admissions dans les établissements supérieurs et universitaires. Expert numérique de l'Enseignement supérieur et universitaire, Yusuf Heri a souligné que le projet consiste en l'interconnexion entre la plateforme de gestion académique, administrative et financière dénommée « OptSolution », utilisée par les établissements supérieurs et universitaires de la RDC, et la base des données d'Examen d'Etat gérée par le ministère de l'EDU-NC. Cette interconnexion, a indiqué l'expert Rodrigue



La ministre d'Etat Raïssa Malu et la ministre de l'ESU Marie-Thérèse Sombo/DR

Iyembo de l'EDU-NC, permettra une vérification automatique en temps réel des informations des candidats à l'admission, tout en garantissant l'authenticité des diplômes présentés. Le Pr Vale Manga Willy, Expert numérique de l'ESU, a si-

gnifié qu'« OptSolution » va réduire les risques de fraude et améliorer la transparence des procédures d'admission. Le Pr Kale Kenny, conseiller à l'EDU-NC en lien avec l'ESU, a pour sa part mis l'accent sur l'avantage de ce projet qui

va améliorer la crédibilité des diplômes et des attestations de réussite. Ce projet concerne, dans un premier temps, le secteur public de l'enseignement, avant naturellement de s'étendre sur le secteur privé.

Martin Engimo

THINK TANK RDC-STRATÉGIE

Présentation du rapport du 2^e forum sur les infrastructures

Le président de Think Tank RDC-Stratégie, Bodom Matungulu, a personnellement présenté récemment ce rapport intitulé « La voie à suivre » au ministre d'Etat aux Infrastructures, Alexis Gisaro.

Le rapport issu du 2^e forum sur les infrastructures contient principalement 50 recommandations visant à accélérer le rythme dans le secteur des infrastructures en RDC. « Nous avons réservé la primauté à Son Excellence, Monsieur le ministre d'Etat aux Infrastructures qui nous accompagne depuis notre première édition. Il a reçu les 50 recommandations avec beaucoup de considérations. Ce rapport nous poussera à l'organisation des états généraux des infrastructures qui réuniront les différents ministères-clés afin de permettre à ce que les recommandations soient déclinées en actions concrètes sur le terrain », a précisé Bodom Matungulu.

Faisant d'une pierre deux coups, le président de ce laboratoire d'idées a pro-

fité pour remettre le prix du « Soldat des Infrastructures » à Alexis Gisaro pour son dévouement à améliorer les conditions des infrastructures congolaises. « Aussi, lors de cette activité, nous avons décerné le prix dénommé « Soldat des infrastructures », parce que nous avons estimé que la RDC est dans une bataille où elle doit moderniser ses infrastructures et, pour cela, il faut des soldats. Et parmi lesquels, nous avons reconnu le ministre d'Etat aux Infrastructures, en ce titre », a-t-il dit. Par un pas de recul, rappelons que le récent forum organisé par



Le président de Think Tank remet le trophée au ministre des Infrastructures/DR

« Aussi, lors de cette activité, nous avons décerné le prix dénommé « Soldat des infrastructures », parce que nous avons estimé que la RDC est dans une bataille où elle doit moderniser ses infrastructures et, pour cela, il faut des soldats. Et parmi lesquels, nous avons reconnu le ministre d'Etat aux Infrastructures, en ce titre »

cette loge de réflexion était axé sur le thème : « Accélérer le rythme de la mise en oeuvre et de la réalisation des projets d'infrastructures en RDC: un impératif pour un Congo émergent ».

Blandine Lusimana



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



ÉLECTION À LA FÉCOHAND

La commission électorale dévoile son chronogramme

Prélude à l'assemblée générale électorale de la Fédération congolaise de handball (Fécohand) prévue pour le 14 septembre prochain, le président de la commission électorale indépendante de cette fédération, Brice Merlin Lepebe, a animé un point de presse le 23 août pour éclaircir l'opinion sur les missions et le programme de travail de ladite commission.

Brice Merlin Lepebe a indiqué devant les chevaliers de la plume et du micro que leur travail sera basé sur les textes du ministère des Sports ainsi que de la fédération. Il a d'ailleurs confirmé l'ouverture de dépôt des candidatures du 23 jusqu'au 25 août à minuit.

Se disant ouvert et prêt à travailler avec d'autres experts, Brice Merlin Lepebe qui est ancien directeur général des Sports connaît bien le monde sportif et maîtrise l'organisation et la structuration des fédérations sportives. Il a promis garantir une transparence totale durant l'exécution de leur travail. « *L'Etat à travers le ministère des Sports a défini un cadre juridique qui régit les assemblées générales électorales des fédérations, notamment la*



Brice Merlin Lepebe devant la presse/Adiac

circulaire qui définit les missions des commissions. Nous voulons nous inscrire dans la dynamique de la transparence », a signifié Brice Merlin Lepebe.

Notons que l'assemblée générale électorale de la Fécohand aura lieu le 14 septembre, juste après l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra la veille. La liste définitive des candidats sera rendue

publique le 11 septembre. A ce jour, tous les candidats ne sont pas encore connus, à l'exception du sortant Ayessa Ndinga Yengué qui veut briguer un second mandat puis le président de la ligue de Brazzaville, Avicenne Nzikou, qui a affiché son ambition de diriger la fédération ainsi que César Dzota.

Rude Ngoma

JEUX PARALYMPIQUES PARIS 2024

Deux athlètes congolais en athlétisme et au lancer du disque

Paris rallume la flamme pour les 17e Jeux paralympiques prévus du 28 août au 8 septembre. Quelque 4400 sportifs et 182 délégations seront représentés. Parmi eux, Nathalie Mireille Nganga et Grâce Emmanuel Mouambako défendront les couleurs du Congo en athlétisme au 100 m plat et au lancer du disque et du javelot.

À quatre jours du début des Jeux paralympiques qui vont se tenir en France pour la première fois, le Congo signera sa troisième participation, après 2016 et 2021 à Tokyo où ils étaient cinq athlètes, alors qu'ils ne seront que deux cette fois-ci à Paris.

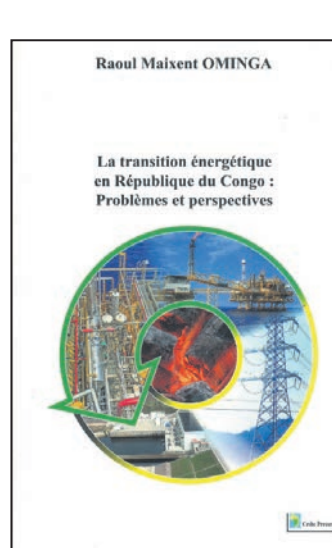
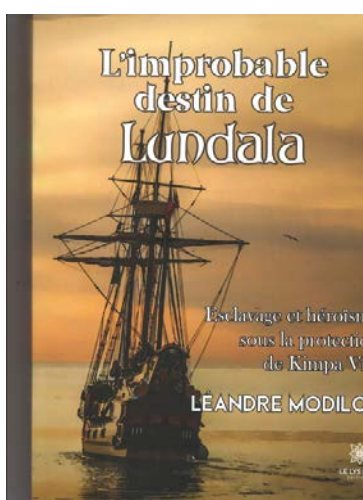
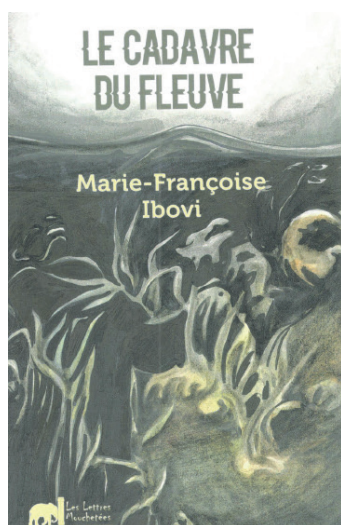
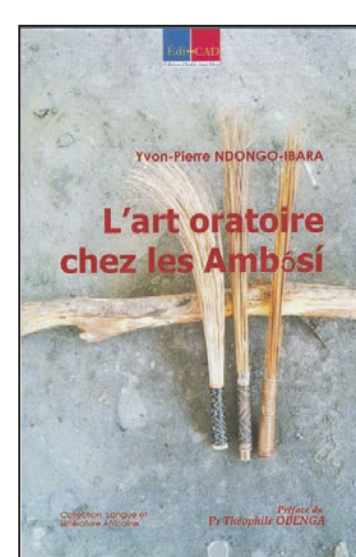
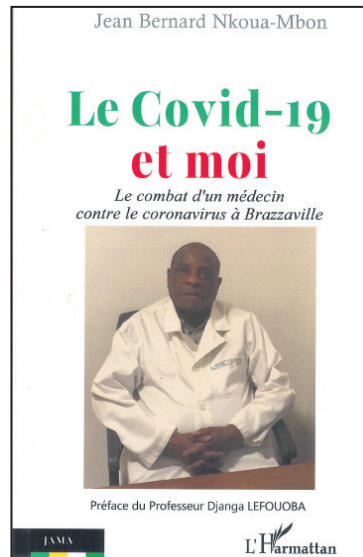
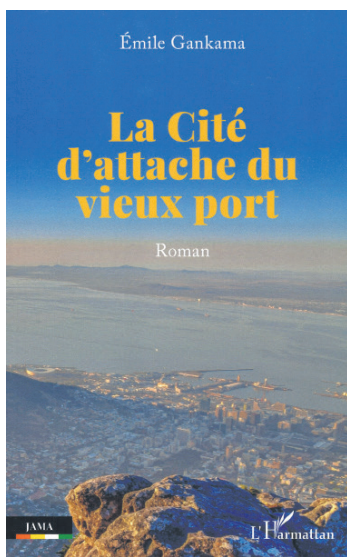
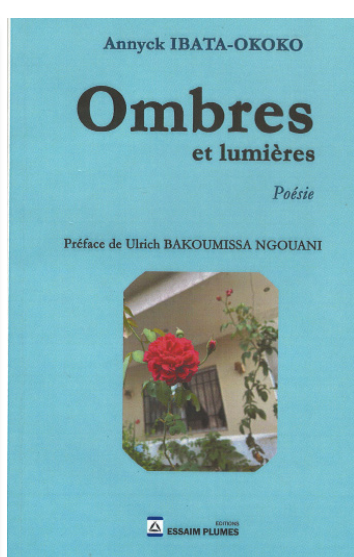
Déficient visuel, sprinteur du 100m plat, Grâce Emmanuel Mouambako, 36 ans, s'est dit confiant de pouvoir mieux aborder les épreuves par rapport à Tokyo où il avait été disqualifié pour retard à la présentation avant les épreuves. « *Nous pouvons remporter des médailles et faire la fierté du pays...* ».

Quant à sa compatriote Nathalie Mireille Nganga, 48 ans, déficiente motrice, elle s'est lancé le défi de se surpasser et réaliser un jet au lancer de disque et du javelot au-delà de 7m43. Souhaitons leur « bonne réussite ».

Marie Alfred Ngoma



EN VENTE



FOOTBALL

L'actualité des transferts des Congolais de la diaspora

Mboula au Portugal, Beka Beka qui résilie,... tour d'horizon de l'actualité des Diables rouges en Europe.

Portugal, Jordi Mboula à Gil Vicente

Libéré par le Hellas Vérone, où il n'a pas su s'imposer, Jordi Mboula s'est engagé pour deux ans en faveur du club portugais de Gil Vicente. Lailier de 24 ans, qui n'a pas réussi à s'imposer dans le Calcio italien (11 apparitions avant son prêt à Santander), va retrouver une compétition, la Liga Sagres, qu'il connaît déjà. Souhaitons-lui davantage de réussite que lors de son passage à Estoril, lors de la saison 2021-2022 : prêté par Majorque, il avait inscrit un but en 13 apparitions.

Il s'agit du 9e club du natif de Granollers après Barcelone, Monaco, le Cercle de Bruges, Huesca, Majorque, Estoril, Santander et donc Vérone.

Espagne, Loki rejoint Mbemba en équipe B du Sporting Gijon

Frédéric Loki, milieu de 20 ans formé à Clermont, est recruté par le Sporting Atletico, l'équipe réserve du Sporting Gijon.

L'ancien international U16 français, qui a disputé 10 matches de N3 l'an passé, rejoint Pierre Mbemba, qui monte de l'équipe C du Sporting.

Les deux joueurs d'origines congolaises évolueront donc en Tercera Division (5e division) cette saison.

Rappelons que l'ancien Stéphanois, qui joue en défense centrale, a été appelé à trois reprises dans le groupe pro de Gijon, en 2e division, sans entrer en jeu.

Azerbaïdjan, Domi Massoumou en 2e division

Sociétaire des Diables noirs, Domi Massoumou s'est engagé pour deux saisons en faveur du FK Qabala. L'attaquant va donc faire ses débuts européens dans le championnat de deuxième division d'Azerbaïdjan. A lui de vite rebondir pour ne pas y rester trop longtemps.

France, Alexis Beka Beka résilie

Alexis Beka Beka n'est plus Niçois. Sous contrat jusqu'en 2027, l'ancien Caennais a résilié son contrat à l'amiable, onze mois après avoir songé à mettre fin à ses jours en sautant du viaduc de Magnan.

Dans un communiqué, le joueur a tenu à souligner la solidarité dont le club a fait preuve à son égard dans son processus de reconstruction.

«Il n'y a pas de mot assez fort pour exprimer ma gratitude envers l'OGC Nice. Comme tout le monde le sait, j'ai traversé des moments difficiles. Le club a toujours été là, sans jamais me brusquer. Aujourd'hui, je me sens mieux. J'avance, près des miens, et je pense que pour continuer à avancer, il faut que la page se tourne. Je continue à remonter la pente, j'ai mes propres défis, dans ma vie personnelle et dans mon parcours professionnel. Je souhaite le meilleur au Gym, à ses dirigeants, à mes entraîneurs, à mes co-équipiers et aux supporters. Je n'oublierai jamais votre soutien



Jordi Mboula lors de sa présentation début août (DR)

et votre amour.»

Arrivé à l'été 2022 en provenance du Lokomotiv Moscou, le Franco-Congolais de 23 ans avait disputé 22 matches durant la saison 2022-2023.

Ligue 2, 2^e journée

Clermont l'emporte à Troyes 1-0. Titulaire sur la droite de l'attaque auvergnate, Mons Bassouamina a obtenu, à la 23e, un penalty transformé par Sai-

vet. Actif à défaut d'être précis, il a été remplacé à la 82e.

Alain Ipiélé lance sa saison : aligné dans le couloir gauche, l'ailier de Martigues mène le contre à la 10e, remonte le cuir et le glisse parfaitement au second poteau pour Diawara qui ouvre le score.

Une tentative de frappe enroulée, du droit, repoussée par la défense à la

25e, il part encore au but à la 37e, mais rate son duel face à Escales, le portier annécien. Averti à la 36e.

Véritable poison pour la défense adverse, il sollicite le une-deux avec Belloumou, déborde et cherche l'axe. Son centre est détourné sur Siby, qui marque le 2-0 de la tête (45e).

Dans le sillage du polyvalent ailier, Martigues s'impose 4-2 à Annecy.

Bastia bat Amiens 1-0. Sans Steevy Mazikou ni Yvan Ikia Dimi, non retenus de part et d'autre.

Plombé par une grosse bévue de son gardien dès la 10e seconde, Rodez coule face à Metz (1-3). Loni Quenabio était titulaire dans l'axe de la défense à trois ruthénoise. Parfois pris de vitesse par Sabaly, comme à la 53e et ce penalty concédé pour une faute sur le Sénégalais. Sans conséquence puisque Sané voit sa tentative arrêtée par Cibois.

Suite de cette journée samedi avec Lorient-Grenoble, sans Loris Mouyokolo, mais avec Nolan Mbemba.

Lundi soir, Ajaccio (Ayessa et Ibayi) se rendront chez le Red Star (Dembi et Escartin).

National 1, 2e journée

Le match entre Orléans et Valenciennes a été interrompu à la pause en raison d'un incendie accidentel qui a ravagé la buvette du Stade de la Source Au coup d'envoi, Marvin Baudry était titulaire, tandis qu'Owen Matimbu était remplaçant.

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Messieurs Marcel Koumba, Auguste Ibovi, Guy Léon Ibovi et Mme Jeanne Ibovi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils, neveu, Lionel Emmanuel Koumba, en service à la clinique Guenin, survenu le 17 août à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n°22 de la rue Mbouli, derrière le Comus de Moukondo, avenue des pylônes (3^e pylône).

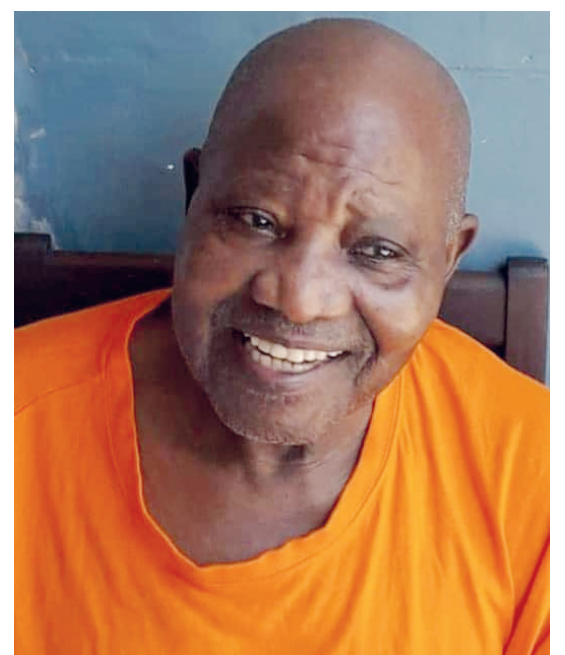
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Les enfants Mouanda (Christian, Destin, Silvère, Borel, Annick et Farlene) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Michel Mouanda, survenu le 19 août 2024, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°29 de la rue Konda à Ouenzé, vers l'avenue Boueta-Mbongo.

L'inhumation est prévue pour le vendredi 30 août, au cimetière privé Cité du ciel à Kintélé.



La veuve Lébalé Suzanne, la famille Kiali, les enfants Boukoua et les enfants Gambicky ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et grand-mère, Alphonsine Nkili alias la sœur Nkili, survenu le 22 août 2024.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial au quartier Makabandilou sur l'avenue goudronnée à 100m de l'usine Ragec.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Le collectif des anciens agents des Boissons africaines de Brazzaville (BAB) informe les parents, amis et connaissances du décès de Mme Prudence Okouo Libelia, alias La Pruda, survenu le 17 août 2024, à Brazzaville.

Le deuil se tient au domicile familial sis n° 19 de la rue Djoueké, à Poto-Poto.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

HUMEUR

Quand la directive « Un parlementaire, un champ » lambine !

Et pourtant le parlementaire à travers ses activités agro-pastorales et/ou halieutiques peut aussi participer à la lutte contre la vie chère, autrement dit à la lutte contre la tension du panier de la ménagère. Quand cette directive avait été annoncée il y a de cela six ans révolus, les parlementaires eux-mêmes étaient les premiers à l'accueillir avec enthousiasme. Mais elle est restée lettre morte sur le terrain. Ce souhait ne semble pas jusqu'alors prendre de l'envol, car le constat fait sur le terrain est que nombreux sont des parlementaires, c'est-à-dire des honorables députés et des vénérables sénateurs qui n'ont pas encore dans leurs circonscriptions électorales respectives des champs ou quelques aires pastorales et encore moins des étangs pour des activités halieutiques. La mise en exécution de cette directive peut participer à la fois à l'échelle locale et nationale à l'abondance sur nos marchés domaniaux des denrées alimentaires de toute nature.

Non seulement quand elle est exécutée, ladite initiative alimente nos marchés en denrées alimentaires, mais elle participera tant soit peu à la résolution de la problématique de la question d'emplois des jeunes, car dans ces champs et étangs sera embauchée une main-d'œuvre locale jeune. Non, nous ne disons pas ici que les parlementaires doivent tourner le dos à leurs rôles régaliens, notamment le contrôle de l'action gouvernementale et le vote des lois, mais à côté de ces rôles cardinaux qu'il soit « greffé » celui de la production agro-pastorale et halieutique. Ce sera une très bonne « valeur ajoutée ».

Il est quand même honteux de voir un parlementaire lors de sa descente dans sa circonscription emmener avec lui des denrées et provisions achetées depuis Brazzaville ou Pointe-Noire, alors que sa circonscription électorale possède des eaux, forêts et terres où peuvent se réaliser des activités productrices desdites provisions. Et quand un parlementaire descend dans l'un des marchés domaniaux de sa circonscription, il ne trouve ni légumes, ni poissons, ni fruits et ni produits d'élevage. C'est écœurant tout cela.

Pour se rendre compte que les parlementaires n'ont pas encore du tout accepté volontiers cette initiative d'« un parlementaire un champ », essayez de tirer au hasard un échantillon de 13 parlementaires et posez leur la question suivante : « Avez-vous déjà quelques activités agro-pastorales ou halieutiques dans vos circonscriptions électorales ? ». Réponse : sans le moindre risque de nous tromper, la majorité dira : « Pas encore », puisque le constat est fait par le commun des mortels chaque jour qui passe.

Pire encore, ces mêmes parlementaires brillent par la remise des enveloppes à certaines tierces, « gestes, combien salutaires », mais ces sommes d'argent ne résisteront pas devant la cherté de la vie dans nos marchés qui souffrent d'un déficit criant et inconcevable des produits alimentaires et c'est le panier de la ménagère qui paie le lourd tribut. Et pourtant avec ces sommes d'argent, ces parlementaires pouvaient organiser des jeunes en groupements coopératifs et leur offrir du matériel de pêche, de chasse, d'agriculture ou d'élevage pour qu'ils s'auto-insèrent économiquement.

A quand donc la mise en exécution par les parlementaires de la directive : « Un parlementaire, un champ » ? En réalité, à chaque descente parlementaire, ces derniers en plus de la restitution des conclusions et recommandations issues de certaines plénières auprès de leurs mandants devraient aussi visiter leurs étangs, champs, cheptels de bovins ou ovins et autres afin d'abonder des marchés locaux et nationaux en produits alimentaires.

A dire vrai, le peuple attend de voir ce souhait se traduire en réalité.

Affaire à suivre !

Faustin Akono

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Liéma Grâce stéphane Yannick. Je désire être appelé désormais Mampolo Liema Grâce ce Stéphane Yannick
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Koundou Margueritte Je désire être appelé désormais Nsayi Margueritte. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

AVIS DE PERTE

M. Chadi Abdoud de nationalité libanaise déclare avoir perdu son passeport numéro LR3637067 vers la corniche ou marché Bacongo. Toute personne l'ayant trouvé peut le contacter au numéro 06 704 99 77. Une récompense est prévue à cet effet.



ELIMINATOIRES CAN MAROC 2025

26 Diabes rouges sélectionnés contre le Soudan du Sud et l'Ouganda

Le sélectionneur des Diabes rouges a dévoilé la liste des Diabes rouges convoqués pour les matches du 5 septembre contre le Soudan du Sud et le 9 septembre contre l'Ouganda, comptant pour les première et deuxième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025.

Isaac Ngata a justifié le choix de rallier la force de la jeunesse à l'expérience lors de la conférence de presse qu'il a animée le 23 août au stade Alphonse- Massamba-Débat. « Aujourd'hui, le match du Maroc m'a édifié en me disant que la charge émotionnelle a été trop grande pour nos joueurs pour tenir face à

Melvin Zinga, le tout nouveau qui vient d'Angers. Dans les autres postes, certains joueurs cadres de l'équipe sont aussi de retour : Morgan Poaty en défense, Merveil Ndockty au milieu, Gabriel Charpentier et Beni Makouana en attaque sans oublier la présence de Rabby Nzingoula (RC Strasbourg/France).

restent l'objectif majeur pour le Onze national. « L'Afrique nous a quittés depuis 2015, il faut qu'on la retrouve. Les deux premiers matches sont toujours très importants dans ce sens qu'il faut les aborder avec beaucoup d'énergie et de volonté. Les rencontres à domicile, il faut les gagner. C'est le premier pas vers la réussite. Ensuite, il faut grappiller les points chez les adversaires », a rappelé Isaac Ngata.

Les 26 Diabes rouges convoqués

Gardiens : Owen Matingou (US Oléans/France), Merlin Zinga (SCO Angers/France), Christopher Mafoumbi (Floriana FC/Chypre), Pavelh Ndzila (APR/Rwanda)

Défenseurs : Bryan Passi (Mafra/Portugal), Poaty Morgan (Lausanne sport / Suisse), Kevin Mouanga (Lausanne sport/ Suisse), Romaric Etou (FC Dila Gori/ Georgie), Chris Makosso (RWD Morlenbeek/ Belgique), Francis Nzaba (Istanbul Basaksehir/Turquie), Yohan Andzouana (DAC/Slovenie), Rayan Bidounga (CSKA Sofia/Bulgarie)

Milieux du terrain : Fred Dembi (Red star /France), Antoine Makoumbou (Cagliari/Italie), Junior Etou (Pittsburgh Riverhounds SC/ USA), Chandrel Massanga (Hataysport/Turquie), Merveil Ndockyt (HNK Gorica/Croatie), Ravière Otanga (Al-Kharitiyath SC/Qatar), William Hondermarck (Northampton/Angleterre)

Attaquants : Beni Makouana (Polissa/Ukraine), Mons Basouanima (Clermont foot 63/ France), Prestige Mboundou (FK TSK Backa /Bulgarie), Rabby Nzingoula (RC Strasbourg/ France), Gabriel Charpentier (Parma/Italie), Silvère Ganvoula (Young boys/Suisse), Archange Bintsouka (Partiziana/ Albanie)

James Golden Eloué



Isaac Ngata, sélectionneur des Diabes rouges dévoilant sa liste/Photo Kwamy

cette équipe. L'expérience nous a manqué », a-t-il reconnu. Le Congo recevra le Soudan du Sud le 5 septembre au stade Massamba-Débat avant de se déplacer pour Kampala pour en découdre avec les Crânes de l'Ouganda. Pour ces matches, le sélectionneur a annoncé deux retours au poste de gardiens de but : Christopher Mafoumbi et Pavelh Ndzila qui seront en concurrence avec

Deux matches en l'espace de quatre jours qui demandent assez d'énergie. Isaac Ngata peut s'appuyer sur un argument de taille : la polyvalence de ses joueurs à chaque poste. « Nous avons deux matches en quatre jours, c'est épuisant. Il faut qu'on soit équilibré dans notre équipe », a-t-il justifié. Les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025

VENTE AUX ENCHÈRES E, LIGNE

L'ambassade des États-Unis informe le public qu'elle organise une vente aux enchères en ligne du 26 au 30 août 2024. Les articles mis en vente comprennent des meubles, des appareils électroménagers, des pièces de rechange de véhicules, entre autres, accessibles via le site : <https://online-auction.state.gov/>

NB : Les visites physiques des lots auront lieu les 27 et 28 août au parking de l'ambassade des États-Unis, en face de Blanche Gomez. Les paiements et les retraits des lots gagnés se feront les 30 août et 3 septembre, de 10h30 à 16h30. Veuillez-vous munir d'une pièce d'identité et prévoir de la main-d'œuvre pour la manutention. Les paiements se feront en espèces sur place. Nous vous souhaitons la bienvenue !

RÉSOLUTION DES CONFLITS

Les Etats-Unis apprécient la position du Congo

Reçu en audience le 23 août à Brazzaville par le président du Sénat, Pierre Ngolo, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en République du Congo, Eugene S. Young, a rappelé que son pays appréciait la diplomatie congolaise consistant à privilégier les négociations entre les différents belligérants afin de trouver des solutions pacifiques.

La situation sécuritaire dans le monde, notamment la guerre au Soudan, a été largement évoquée lors de l'audience que le président de la chambre haute du Parlement congolais a accordée au diplomate américain en poste à Brazzaville. « Nous avons, par exemple, parlé de la situation internationale, précisément au Soudan parce que c'est la plus grande catastrophe humanitaire dans le monde actuellement. Notre gouvernement organise, en partenariat avec l'Union africaine et d'autres partenaires, une conférence sur la paix au Soudan. Les Etats-Unis dépensent beaucoup de millions de dollars pour soutenir le peuple soudanais qui souffre énormément à cause de cette guerre civile », a expliqué Eugene S. Young à sa sortie d'audience.

Selon lui, des conflits armés comme celui du Soudan ont des effets néfastes sur tous les pays du monde, y compris en Afrique, surtout pour un pays comme le Congo qui a toujours œuvré en faveur de la paix. « Nous voulons travailler ensemble pour la paix, sur les grands conflits qui existent



Pierre Ngolo s'entretenant avec Eugene S. Young

« Nous voulons travailler ensemble pour la paix, sur les grands conflits qui existent sur le continent africain et les autres parties du monde. J'apprécie la position du Congo qui est toujours engagé pour la diplomatie, pour les négociations entre les belligérants lorsqu'il y a un conflit. Le but des Etats-Unis est de travailler ensemble avec tous nos alliés, nos partenaires, nos amis du monde pour relever les grands défis internationaux. Aujourd'hui, nous parlons des questions continentales mais le monde est plus petit, cela veut dire que tous les pays ont un rôle à jouer. Nous voulons être avec les autres pays qui privilégient la paix »

sur le continent africain et les autres parties du monde. J'apprécie la position du Congo qui est toujours engagé pour la diplomatie, pour les négociations entre les belligérants lorsqu'il y a un conflit. Le but des Etats-Unis est de travailler ensemble avec tous nos alliés, nos partenaires, nos amis du monde pour relever les grands défis internationaux. Aujourd'hui, nous parlons des questions continentales mais le monde est plus petit, cela veut dire que tous les pays ont un rôle à jouer. Nous voulons être avec les autres pays qui privilégient la paix », a insisté l'ambassadeur des Etats-Unis.

Le diplomate américain, qui s'est réjoui de la qualité des échanges avec le président du Sénat, a pu se faire une idée de la position de Pierre Ngolo et des autres sénateurs sur les grandes questions continentales, sous-régionales et internationales. Il a, par ailleurs, partagé quelques informations sur les différentes activités que les Etats-Unis d'Amérique mènent au Congo depuis quelques années.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFLEXION

Lentement mais sûrement

S'il est une réalité qui s'impose aujourd'hui, c'est bien celle de la place majeure qu'occupe désormais l'Afrique sur la scène mondiale. Détenteur des plus riches ressources naturelles du globe et abritant les populations les plus jeunes de la planète, le continent s'impose lentement mais sûrement comme l'un des principaux acteurs de ce siècle, de ce millénaire. Ce qui conduit très logiquement les grandes puissances des autres continents à le positionner de plus en plus clairement au cœur de leur stratégie.

L'observation attentive de l'actualité montre en effet que la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Inde et l'Europe agissent de mille et une façons afin de tirer profit eux-mêmes de l'essor que vit le continent et qui en fera, à coup sûr, dans les années à venir l'un des acteurs principaux de l'économie mondiale. Avec cette conclusion aussi logique que complexe selon

laquelle le continent dans son ensemble doit s'organiser dès à présent pour faire en sorte que la concurrence des Grands ne provoque pas de nouveaux duels et de nouvelles ruptures entre les Etats comme cela s'est passé à maintes reprises durant l'ère coloniale.

Dans ce contexte très historique rien n'est plus important en vérité, pour les nations du continent, que de construire ou de renforcer les communautés régionales dont elles ont jeté les bases tout au long des dernières décennies. Exactement comme l'ont fait les grandes puissances des autres continents dans les siècles antérieurs et comme s'efforce de la faire aujourd'hui, non sans difficulté, l'Union européenne. Une longue marche vers le progrès dont la dimension régionale ou sous-régionale garantira l'efficacité à court ou moyen terme.

Pour ne citer que cet exemple, le renfor-

cement des structures en Afrique centrale et plus précisément dans l'immense Bassin du Congo – deuxième plus vaste bassin fluvial de la Terre, rappelons-le, – s'impose aujourd'hui comme l'objectif majeur que doivent se fixer les Etats et les gouvernements de cette vaste partie du continent. Un objectif que les pays comme la République du Congo se sont fixé et s'emploient à concrétiser, mais qui n'est pas encore perçu par d'autres nations de cette même partie du continent.

Les années et les décennies à venir diront si cette évidence a fini par s'imposer et si, de ce fait, les grands progrès attendus, espérés, se sont effectivement concrétisés, mais il est clair que l'écriture de cette nouvelle page de l'Histoire du continent doit bien figurer désormais au cœur de la stratégie régionale.

Voyons donc si le bon sens l'emportera !

Jean-Paul Pigasse